



PREFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE



Union européenne



AXE 2 : Favoriser l'innovation et renforcer la compétitivité du tissu économique francilien

Action 7 : Organisation de conventions d'affaires

Thème prioritaire (earmarking) :

05 - Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises.

Objectifs de l'action :

Favoriser la rencontre entre investisseurs et entrepreneurs.
Faciliter l'accès aux financements.

Description de l'action :

Soutien à l'organisation de conventions d'affaires,

- permettant d'accroître le rayonnement international de l'Ile-de-France ;
- et permettant de mettre en relation les porteurs de projets innovants ou les jeunes entreprises avec leurs financeurs potentiels (en fonds propres, mais aussi en chiffre d'affaires), comme le Forum du financement de l'innovation et de la compétitivité du Ministère de l'industrie, Capital IT, Biorif, Eurobio, Innov IT, Techinnov, etc. financés par l'Etat et les collectivités selon les cas, ou par les conventions d'affaires spécifiques, portées par des clusters, liées à un besoin technologique et mettant en relation les PME partenaires potentielles.

Bénéficiaires potentiels¹ :

Maître d'ouvrage de la manifestation (incubateur, cluster, RDT...).

Secteurs ou zones privilégiés :

Tout le territoire régional mais en priorité les zones urbaines les plus en difficulté.

Partenaires co-financeurs potentiels :

Etat, Conseil Régional Ile de France, Commission Européenne, Conseils Généraux, collectivités territoriales, entreprises, partenariat public/privé...

¹ Les bénéficiaires sont listés à titre indicatif ; la liste n'est pas exhaustive.

Critères de sélection des projets :

- le caractère innovant du projet
- le nombre d'entreprises et d'investisseurs attendus
- Prise en compte des priorités transversales européennes (égalité des chances, environnement, lutte contre les discriminations, emploi) et en priorité les projets ayant un impact positif.

Critères d'éligibilité des projets :

- Le porteur de projet doit conduire une ou plusieurs actions au bénéfice de plusieurs entreprises industrielles ou de service à l'industrie.
- Les actions collectives ont pour objet l'accompagnement collectif et/ou individualisé des PME franciliennes à caractère industriel ou de services à l'industrie et en situation financière saine. *(Les entreprises ne répondant pas à cette définition peuvent néanmoins participer à des actions financées sans toutefois être bénéficiaires de la subvention attribuée concernant les phases individuelles.)*
- Le porteur de projet doit être une personne morale (association, entreprise, établissement public...) qui s'engage à mettre en œuvre, au profit des entreprises, les actions pour lesquelles il a reçu une subvention. Son rôle est fondamental. Il assure le pilotage et le suivi de l'action. Il est amené à assurer la trésorerie de l'action. Les ressources dont il dispose en termes de moyens humains et financiers doivent donc être suffisants pour permettre le bon déroulement de l'action.
- Une action collective comporte généralement plusieurs phases parmi les suivantes :
 - Sensibilisation, Pré-diagnostic, Diagnostic, Accompagnement/formation, Bilan/restitution

Une action collective doit comporter au moins une phase collective.

- L'action doit comporter une réelle valeur ajoutée pour les entreprises (innovation, prise de risque, mutualisation des coûts...). Les entreprises doivent participer au financement du programme.
- L'action doit être présentée en amont, dans une logique partenariale, à l'ensemble des financeurs sollicités.
- Elle doit résulter de l'analyse des besoins des entreprises face à une problématique donnée ou un projet commun, mais elle ne doit pas être redondante vis-à-vis de l'offre marchande.
- Tout projet d'action doit comporter des critères quantitatifs de réussite ainsi que des phases de valorisation et de promotion afin d'assurer la diffusion des résultats. Une évaluation des résultats doit être prévue et réalisée par le porteur.
- Seules les manifestations d'envergure (s'adressant à l'ensemble des entreprises d'une filière porteuse pour l'avenir de la région Ile-de-France au niveau régional, national ou international) pourront être soutenues
- la concentration sur l'une des sept filières prioritaires.

Taux maximum d'intervention UE :

Le taux d'intervention maximum du FEDER est de 46,3% au niveau de l'axe 2.

Le taux de cofinancement maximum de l'opération sera modulé de la façon suivante (fonction de l'impact actuel des filières prioritaires sur les zones urbaines en difficulté) :

Filière ciblée par l'action collective	Taux de cofinancement FEDER
logiciels et systèmes complexes (dont électronique, logiciel...)	30%
sciences de la vie (dont biotech, santé...)	40%
automobile (dont mécanique en transversal avec aéronautique...)	30%

aéronautique et spatial	30%
industries de la création (dont jeux vidéo, mode, design...)	40%
éco-industries	50%
Transversal dans ces filières	40%

Complémentarité FSE / FEDER/FEADER :

Pas de lien spécifique avec le FSE et le FEADER.

Régimes d'aides mobilisés :

Il s'agit d'une aide non remboursable.
Régime PME pour les actions collectives : NN120/90.

Dépôt des dossiers et service instructeur :

La Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) est service unique responsable et service instructeur.

Service technique à consulter :

OSEO

A titre d'information générale, les objectifs poursuivis auxquels devront contribuer les projets sont mesurés par les indicateurs suivants.

Indicateurs :

type	libellé	état initial*	Objectif final
réalisation	nombre de conventions d'affaires financées	5 conventions d'affaires financées actuellement (source DRIRE)	une quarantaine de grosses manifestations sur la durée de la programmation
réalisation	nombre de PME impliquées	environ 500 entreprises impliquées (source DRIRE)	environ 2000 PME impliquées sur la durée de la programmation
résultat	nombre de rencontres bilatérales PME/Partenaires lors des conventions d'affaires	environ 1500 rencontres bilatérales (source DRIRE)	environ 6000 rencontres bilatérales PME/partenaires sur la durée de la programmation

* Données régionales